

Chine, l'empire post-réformes

SANJUAN, Thierry, 2011, *Historiens et géographes*, n° 416, pp. 175-182.

Résumé : Cet article analyse la « re-mondialisation » actuelle de la Chine dans le cadre de la globalisation, ainsi que les contradictions internes de ce pays émergent. La globalisation ne peut aujourd'hui que compter avec ce nouveau géant, dont les dimensions excèdent de beaucoup la réalité des États-nations historiques. La structuration réticulaire contemporaine de l'espace mondial par les nouveaux moyens technologiques profite aussi à la recomposition d'un monde chinois outre-mer. La Chine est enfin un pays où les écarts de revenus et d'intégration au marché restent les signes d'un pays en développement, avec un grand nombre de laissés-pour-compte.

Abstract : *This paper analyzes the ongoing « re-mondialization » of China within the framework of globalization as well as internal conflicts in this emerging country. Globalization has to rely on this new giant, which size is much bigger than the historic Nation-States. The contemporary network structure of world space using new technological means is also benefiting the recomposition of Chinese overseas space. At last, China is also a country with important income gap and where the market integration are still underlying a country in process of development with a high number of people left over.*

Notre lecture de l'histoire contemporaine de la Chine ne peut plus se suffire d'un calendrier marqué par le seul tournant des réformes de la fin des années 1970. Le lancement de celles-ci en décembre 1978 a certes réorienté définitivement les politiques économiques du pays et mis fin à trente années de construction d'une société socialiste, elles-mêmes soumises aux fluctuations idéologiques des oppositions au sein du parti communiste chinois.

Toutefois, d'autres ruptures ont eu lieu depuis la fin des années 1980, qui ont été également décisives, et qui interdisent de voir la « Chine des réformes » d'un seul bloc temporel. Les événements du printemps de 1989 ont ainsi mis fin à une première période de transition post-maoïste. En 1992, la relance des « réformes et de l'ouverture » par Deng Xiaoping, très vite placée sous le sceau d'une « économie socialiste de marché aux caractéristiques chinoises », a ouvert une période de réformes radicales, qui ont jeté les bases d'une nouvelle économie et d'une nouvelle société chinoises : les réformes du travail et du logement, le développement des villes et d'une société de consommation ont définitivement bouleversé les cadres sociaux de la Chine continentale. Depuis, un autre tournant s'est imposé, même s'il était moins visible dans les rhétoriques des responsables chinois, au début des années 2000, avec non seulement l'entrée du pays à l'OMC mais aussi – et surtout – la reconnaissance pragmatique par la Chine de ses nouvelles dépendances mondiales par insertion à la globalisation économique, politique et culturelle. Les problèmes intérieurs sont désormais fortement liés à la place du pays dans le monde.

En conséquence, la Chine a dû prendre acte des limites de sa puissance et de sa capacité réelle de rayonnement, au-delà des revendications nationalistes, et redéfinir ainsi sa conception de la puissance dans un monde encore largement dominé par la superpuissance américaine. Les Jeux olympiques de 2008 ont enfin été un nouveau temps de revendication nationale, renforcé par les situations de crise économique qui ont suivi cette même année et à l'été 2011.

La Chine n'est plus aujourd'hui un seul pays de « réformes », en voie de développement, elle n'est plus seulement confrontée à l'obligation de sortir de l'impasse à laquelle l'avait amenée la période dite « maoïste », l'actualité de la Chine est désormais de répondre aux défis issus des réformes elles-mêmes, en termes tout autant d'inégalités de développement socio-

économique, de chômage, de frustrations sociales et politiques, de dégradations environnementales, que de nouvelles aspirations d'une partie de la population socialement « émergée ». Le divorce entre les villes et les campagnes, ou les mécontentements et les révoltes urbaines, particulièrement graves dans les marges occidentales du pays, au Xinjiang et au Tibet, rappellent aussi les défis historiques et structurels d'un pays, ceux de l'immensité de son territoire et de l'immensité – comme de la diversité – de ses populations. La construction d'un État-nation chinois reste plus que jamais inachevée face aux contestations locales et aux trop fréquentes collusions d'intérêts entre politique et économique. En cela, cette situation justifie le ré-emploi morpho-politique du terme d'« empire », dans la mesure où les identités retrouvent des espaces légitimes de revendication avec lesquels le pouvoir communiste chinois doit compter. Ainsi à la croisée d'une structure culturelle et politique ancienne, et d'une situation économique et sociale inédite, il s'agit bien aujourd'hui d'analyser les enjeux contemporains d'un « empire post-réformes », territoire-mosaïque en butte aux contradictions d'un développement dans une phase de transition très inégale.

L'objectif de cet article voudrait ainsi dresser un panorama de la situation actuelle de la Chine non seulement à l'issue de plus de trente années de réformes mais aussi au regard d'un nouvel équilibre mondial que la croissance économique de la Chine et son émergence *de facto* en tant que nouvelle puissance asiatique et mondiale bouleversent désormais profondément. La globalisation ne peut aujourd'hui que compter avec ce nouveau géant, dont les dimensions excèdent de beaucoup la réalité des États-nations historiques. Par ailleurs, la structuration réticulaire contemporaine de l'espace mondial par les nouveaux moyens technologiques profite aussi à la recomposition d'un monde chinois outre-mer, dont Pékin se donne aujourd'hui pour origine et centre unique – au grand dam de Taiwan. Cette double dimension du fait chinois, combinant présence de nombreuses populations non han en Chine et d'une grandissante présence chinoise sur tous les continents, donne aisément la mesure du défi que pose et posera la Chine au monde dans le courant du XXI^e siècle.

Nous entendons analyser en conséquence la « re-mondialisation » actuelle de la Chine dans le cadre de la globalisation, ainsi que les contradictions internes de ce pays émergent.

Globalisation et nouvelle mondialisation chinoise

Le retour de la Chine sur la scène internationale

La République populaire de Chine est restée longtemps isolée, plus sensible à ses propres fluctuations internes qu'à celles du monde extérieur, et diplomatiquement très centrée sur la question taiwanaise. Après sa rupture avec l'Union soviétique en 1960, elle se veut certes l'un des mentors du tiers-monde, où elle diffuse son modèle socialiste de développement, mais elle veut surtout s'imposer comme le seul État chinois légitime face au gouvernement de Taipei. Son accession à l'ONU, et au Conseil de sécurité, en 1971, grâce aux votes de nombre de pays en développement, est en cela décisive. Son entrée dans les organisations internationales, dont la dernière étape significative a été l'OMC en 2001, et ses liens noués progressivement avec la plupart des États du monde à compter des années 1970, renforcés par le développement économique continental, ont fortement marginalisé l'île de Taiwan sur le plan international.

Une chronologie du retour de la Chine parmi les nations peut aisément être esquissée depuis 1971. Une première période a été celle d'une inscription progressive dans les institutions internationales, avec la volonté de privilégier les relations bilatérales en Asie et dans le monde, ainsi que de normaliser les relations avec son voisin soviétique – à l'occasion du voyage de Gorbatchev à Pékin au printemps 1989. Les événements de Tian'anmen isolent de nouveau le régime communiste chinois, qui est l'objet de rétorsions économiques et d'un embargo américain et européen sur les armements.

En 1992, la relance des réformes ouvre une nouvelle décennie, jusqu'en 2001, où la Chine tend à restaurer une puissance économique et diplomatique en Asie orientale. Alors que Deng Xiaoping préconisait au gouvernement chinois de « conserver un profil bas et d'éviter de se mettre en avant », la présidence de Jiang Zemin s'est confondue avec une montée du nationalisme chinois, qui n'a fait que s'aggraver depuis les tensions au niveau du détroit de Formose – oppositions continentales au voyage du président taiwanais Lee Teng-hui aux États-Unis en 1995, puis à son élection au suffrage universel l'année suivante – jusqu'à la flambée de mécontentements populaires chinois après le bombardement par erreur de l'ambassade de Chine à Belgrade par l'armée américaine en 1999. Parallèlement, Pékin confortait sa présence en mer de Chine du Sud et accroissait ainsi les peurs des pays d'Asie du Sud-Est. Dans le même temps, la stabilité économique de la Chine atténuait les conséquences de la crise asiatique pour nombre d'entre eux, et les années 1990 ont surtout été une période de régularisation progressive des litiges frontaliers entre la Chine et la Russie, les États d'Asie centrale ou le Vietnam.

Au début des années 2000, une nouvelle politique étrangère est engagée puis confortée par la nouvelle génération de dirigeants qui arrivent à la tête du pays, avec Hu Jintao et Wen Jiabao (Cabestan, 2010). La Chine ne se présente plus aussi nettement comme le rival frontal des États-Unis – reconnaissant pragmatiquement la suprématie américaine –, elle participe à la politique de lutte internationale contre le terrorisme après le 11-Septembre, elle développe les accords multilatéraux et des partenariats d'échelle régionale comme l'Organisation de coopération de Shanghai, créée à la suite du groupe de Shanghai en juin 2001, elle organise les pourparlers à six concernant la question nord-coréenne, avec les deux Corée, les États-Unis, le Japon et la Russie. Surtout, la Chine s'investit diplomatiquement, économiquement voire militairement sur les différents continents : elle multiplie les sommets sino-africains, les investisseurs chinois – des grands groupes aux commerçants privés – s'implantent en Afrique ou en Amérique latine à la recherche de ressources énergétiques, de matières premières, de nouveaux chantiers et marchés, enfin, la République populaire s'implique de plus en plus dans les opérations de la paix de l'ONU, ce qui ne l'empêche pas de garder avec soin des relations économiques et diplomatiques avec des gouvernements dénoncés par la communauté internationale comme celui du Soudan.

Au total, si la Chine a aujourd'hui non seulement abandonné sa rhétorique tiers-mondiste, et joue d'une situation ambiguë de pays à la fois en développement et de puissance émergente, elle ne peut plus non plus se contenter d'être un premier dans le monde grâce à sa primauté – relative – en Asie. Elle se sait désormais contrainte à la puissance dans un monde dont la multipolarité n'est plus une lecture politiquement revendicatrice pour un pays en renouveau mais une réalité imposée par l'affaiblissement de la superpuissance américaine et l'apparition de nouveaux défis comme le terrorisme, Internet, les approvisionnements énergétiques et alimentaires, les risques nucléaires ou environnementaux. En cela, derrière un nationalisme farouchement susceptible – et souvent aussi à la limite du bluff –, la Chine a dû profondément changer son regard sur elle-même et sur le monde ces dernières années, et redéfinir ce que pouvait être une nouvelle « mondialisation chinoise ».

Un monde chinois en redéfinition

Qu'entendre par « mondialisation chinoise » ? Les deux termes disponibles en français de « globalisation » et de « mondialisation » nous permettent de distinguer deux réalités très différentes. Si la globalisation est un processus d'intégration des territoires par les flux (hommes, informations, capitaux, marchandises) à l'échelle mondiale, le processus de « mondialisation » peut s'entendre comme une représentation, une articulation voire une prise de pouvoir d'un monde culturel et politique sur lui-même, ses voisins et l'ensemble du monde, les ressorts d'une telle démarche varient suivant les valeurs de la civilisation et les modèles de

gouvernance qui la portent : la mondialisation européenne se distingue ainsi de celle de l'Inde, de la Chine ou – hier – des peuples pré-colombiens et antiques. En cela, malgré la modernité des outils et des enjeux de la politique étrangère chinoise aujourd'hui, il faut aussi prendre en compte la trajectoire historique et culturelle du pays pour en comprendre les véritables perceptions.

La Chine est historiquement détentrice d'une civilisation qui s'est imposée à l'ensemble de l'Asie orientale, l'Empire chinois se percevait comme le centre politique et culturel de ce monde, et il a assimilé les populations non han environnantes soit par conquête et métissage, soit par vassalisation politique suivant des gradients divers d'allégeance – les peuples occupés et intégrés à l'espace sous domination chinoise directe, les pays payant tribut à l'empereur, les peuples plus lointains situés aux périphéries. Par là, les relations chinoises avec les étrangers s'inscrivaient dans des logiques de proximité et de liens ritualisés. Pour les Chinois, le monde se terminait, dans la pratique, aux limites physiques de l'influence chinoise.

Cette perception radicalement autocentrée dans les relations aux autres, la structuration hiérarchisée de ces relations et ce relativisme ignorant de ce qui n'était pas le monde chinois ont été mis à mal au tout début du XX^e siècle avec la reconnaissance d'un monde occidental, supérieur techniquement et rétif à tout type d'allégeance traditionnelle – malgré de tenaces et parfois complaisantes fascinations –, avec l'obligation de moderniser la diplomatie chinoise en créant un ministère des Affaires étrangères après la guerre des Boxers, avec la création de la République en 1912 et la transformation de l'Empire chinois en un État-nation sur le modèle européen.

Cette modernisation décisive a permis à la Chine de maintenir son unité territoriale et d'asseoir sa légitimité politique parmi les autres nations, qu'il s'agisse de la République de Chine ou ensuite de la République populaire. Pour autant, cette redéfinition s'est également accompagnée d'une affirmation du nationalisme chinois et d'une délimitation des frontières qui a paradoxalement verrouillé des questions comme celles de la Mongolie, du Xinjiang et du Tibet. Le passage d'un mode hiérarchisé de relations à une égalité entre États voisins et la fixation précise de territoires appartenant à une nation donnée ont amené la Chine à redéfinir le fait d'être chinois, au sein des frontières de la République populaire, en fonction non plus d'une seule reconnaissance de l'Empereur comme souverain mais d'une citoyenneté transversale aux identités. Si ces identités ont été localisées, catégorisées voire inventées par le régime communiste avec sa politique des nationalités (*minzu*) dans les années 1950 – 56 nationalités, dont l'une est majoritaire à plus de 90 %, les Han, 54 « nationalités minoritaires » (*shaoshu minzu*) continentales et une 55^e dans l'île de Taiwan –, elles ont surtout été piégées par les nationalismes modernes et les accords internationaux.

Les trois formes de mondialisation chinoise et les relais outre-mer

Empire multiculturel en interne, État-nation à l'international, la République populaire de Chine hérite en fait de trois formes de mondialisation, toutes centrées sur la Chine elle-même mais très différentes, et qui se combinent les unes aux autres avec chacune ses points d'accroche : une mondialisation sino-centrée, comme nous venons de le voir ; une mondialisation par les réseaux, qui relie historiquement les provinces méridionales du Guangdong, du Fujian et du Zhejiang aux communautés chinoises d'outre-mer, situées en Asie du Sud-Est, dans les pays neufs du XIX^e siècle et les *chinatowns* d'Occident, et dont les migrations contemporaines font désormais un phénomène d'échelle nationale – émigration des gens du Nord-Est (*Dongbeiren*) ou départ pour partie sans retour des étudiants chinois – et de rayonnement de plus en plus mondial ; enfin, une mondialisation par les métropoles, où les grandes villes de la façade maritime, capitale nationale comme Pékin ou héritières des concessions et colonies étrangères de l'époque moderne (1839-1949) comme Shanghai ou

Hong Kong, servent d'interfaces polarisantes intégrant l'ensemble chinois à l'espace mondial (Sanjuan et Trolliet, 2010).

Ces trois mondialisations ont été bouleversées par la globalisation à dominante occidentale. La Chine a dû recomposer ces trois conceptions d'elle-même dans un monde interdépendant et concurrentiel, où les modes de relations inter-étatiques sont définis par les organisations internationales, où les facteurs de puissance ne sont plus seulement le culturel et le politique mais avant tout l'économique – ce que Deng Xiaoping a essayé de convaincre les caciques du régime dès le début des réformes –, et où la puissance régionale en Asie orientale et méridionale est aujourd'hui disputée par des États extérieurs à la région comme les États-Unis et – dans une moindre mesure – la Russie, ou des pays asiatiques émergés – le Japon – ou émergents comme l'Inde.

La globalisation a surtout changé les échelles du monde chinois, et les liens renoués et sans cesse croissants de la Chine avec les communautés extracontinentales – territoires de peuplement chinois comme Hong Kong, Macao, Taiwan et Singapour, Chinois d'outre-mer, populations continentales émigrées – nous poussent désormais à penser l'espace chinois non plus dans ses seules contiguïtés physiques. Le monde chinois n'est plus un extrême Orient situé dans un lieu unique de l'Eurasie mais un espace humain multipolarisé d'échelle mondiale, dont les centres sont d'influences variables et dont la Chine continentale est redevenue, grâce à son développement économique et à sa puissance émergente, le facteur d'unité.

Les communautés chinoises outre-mer sont aujourd'hui des outils précieux pour Pékin à la fois dans sa politique d'attractivité des investissements, des délocalisations industrielles voire des talents au profit du continent, et de promotion des productions chinoises à l'étranger. Elles participent aussi d'une présence du fait chinois hors du pays et de sa valorisation culturelle, qu'en retour, la Chine renforce avec la multiplication des centres à l'étranger comme les instituts Confucius. Ces communautés sont aujourd'hui courtisées, infiltrées et instrumentalisées par les organismes continentaux (représentations diplomatiques, banques, organes de presse, média...). Le pouvoir continental se pose dorénavant, et unilatéralement, en défenseur des communautés « chinoises » à l'étranger, quelles que soient leur nationalité, leur histoire, reprenant en cela les termes d'un paternalisme impérial.

Les contradictions internes d'un pays émergent

Entre stratégie et tactique

En interne, les modalités des réformes et leurs conséquences ont varié dans le temps. L'une des questions souvent posées tient dans la réalisation d'un projet *a priori* défini par les autorités communistes ou par une adaptation continue à des essais successifs de modèles de développement. Dans les années 1980, les prudenances mises à l'ouverture, malgré la soif de s'approprier de nouveaux savoir-faire, dans le cadre d'un système administratif resté encore très rigide, ont longtemps poussé à croire à un pragmatisme conjoncturel, que la rhétorique de Deng Xiaoping et des réformateurs au pouvoir – il est vrai en réaction aux excès idéologiques des périodes précédentes – pouvait aisément conforter. Toutefois, il nous semble que la tendance générale sur les temps moyen et long, les étapes du développement, qui se sont enchaînées de manière cohérente, et le succès somme toute global de l'essor économique et social de la Chine en trente ans contredisent une vision simpliste, et volontiers culturaliste, d'une constante adaptation sans projet d'ensemble.

L'objectif explicite du pouvoir communiste à la fin des années 1970 était de sauver politiquement le régime en répondant à la volonté des populations d'un développement économique, d'un mieux-être social et de la restauration d'un espoir en l'avenir. En cela, les autorités ont globalement réussi, malgré de très fortes lacunes – largement dues aussi à la

spécificité d'un pays immense d'échelle continentale –, et en dépit de l'accumulation de sous-développements anciens pour certains, de nouvelles frustrations pour d'autres et d'aspirations de pays émergent pour les plus développés. C'est dans un cadre stratégiquement prédéfini que les autorités chinoises ont su continuellement s'adapter de façon tactique.

Trois périodes de réformes peuvent être distinguées : une période de transition post-maoïste (1978-1992), une période de radicalisation et d'accélération des réformes (1992-2001) et une période de défis dus aux mêmes réformes appelant des réponses en termes d'emplois et d'aménagement du territoire dans les années 2000.

La période de transition post-maoïste, sous la bannière des « réformes et de l'ouverture », a profité essentiellement à des espaces littoraux, sous forme de zones de développement délimitées par les autorités, ouvertes sur l'étranger et fermées au système économique intérieur – pour le protéger –, que le pouvoir central a créées ou laissées se constituer suivant un double gradient spatial et temporel : des 4 zones économiques spéciales du sud (Zhuhai, Shenzhen, Shantou et Xiamen) dès 1980, à 14 villes de la côte en 1984, aux 3 zones économiques ouvertes (delta de la rivière des Perles, sud de la province du Fujian, delta du Yangzi) en 1985, à l'île de Hainan et aux péninsules du Shandong et du Liaodong en 1988, pour enfin ouvrir les villes intérieures du bassin du Yangzi, les capitales de provinces ou régions autonomes et certaines villes frontalières en 1992.

Les caractéristiques de cette période tiennent en fait à un essor économique à la marge des points névralgiques de la Chine d'alors, qu'étaient Pékin, les régions industrialisées du Nord-Est et de l'intérieur du pays, et plus largement les villes, les entreprises d'État et le système socio-administratif issu des trente premières années du régime. À cette époque, les modèles de développement contournent la ville, ils s'appuient largement sur des formes d'industrialisation rurale au sud du pays, et la région qui connaît les plus forts taux de croissance économique est la région du delta de la rivière des Perles, dans la province méridionale du Guangdong, en contiguïté spatiale de Hong Kong (Sanjuan, 1997).

Le renouveau urbain

Les réformes relancées à compter de 1992 sont beaucoup plus fondamentales. Elles touchent directement le cœur du système socio-économique hérité des années 1950. La contractualisation du travail se généralise ainsi, elle provoque la fin des protections sociales liées à l'emploi, notamment dans les secteurs de l'industrie et du commerce, et aboutit, à la fin de la décennie, à la réforme définitive des entreprises d'État. Dorénavant, le salaire lié à l'emploi est dissocié des avantages sociaux de l'ancien système holistique qui faisait de l'entreprise le fournisseur non seulement de la sécurité du travail pour soi et les siens mais aussi du logement, des services de santé et de retraite, des structures d'éducation pour les enfants. Seuls les secteurs relevant directement de l'État (administrations, armée, secteurs économiques « stratégiques », santé, enseignement) sont en totalité ou partiellement épargnés. Cette réforme a changé définitivement les fondements de la société, elle a à la fois précarisé les populations actives en milieu urbain, et leur a permis de se libérer des encadrements et des pressions sociales internes aux entreprises, en matière de planning familial par exemple. Le contrôle des populations se fait moins aujourd'hui par le travail que par le territoire et l'habitation : les comités de résidents ont pris le relais des entreprises publiques – collectives ou d'État.

L'autre réforme décisive est celle du foncier urbain et du logement. Le sol urbain, même s'il reste officiellement propriété de l'État chinois, devient un enjeu économique majeur à partir de 1986. Son droit d'utilisation suit progressivement les lois du marché, et le retard de l'urbanisation chinoise appelle de formidables transformations par les aménageurs locaux et les investisseurs chinois ou étrangers. Parallèlement, les choix de développement, au contraire des années 1980, placent les villes au centre du développement chinois. Celles-ci

expulsent les unités industrielles polluantes et demandeuses d'espace sur leurs périphéries, se tertiarisent économiquement, le secteur immobilier explose. Les villes s'étendent, se complexifient, deviennent les acteurs, les *leaders* et les vitrines du développement chinois. À l'échelle du pays, les territoires sont progressivement décloisonnés et de nouveau irrigués par des flux économiques intenses, dont les nodalités hiérarchisées sont logiquement les pôles urbains, quand, à l'échelle internationale, les plus grandes villes chinoises mettent en scène la modernisation et la montée en puissance de la Chine et l'inscrivent toujours plus nettement dans la globalisation, à travers des événements comme les Jeux olympiques de Pékin ou l'Exposition universelle de Shanghai.

Les populations urbaines sont ainsi confrontées à des bouleversements majeurs, allant de la fin de leur structure sociale et de travail à des délocalisations souvent forcées – mais indemnisées – en périphérie des villes elles-mêmes. Dès la fin des années 1980, les citoyens chinois voient leurs loyers augmenter, puis sont encouragés à acheter l'appartement où ils vivent, pour devoir enfin trouver par eux-mêmes un appartement et accéder à la propriété. Le logement devient ainsi un poste budgétaire prioritaire pour la famille, dans un contexte de multiplication des offres de logements suivant les logiques de marché. Parallèlement, une véritable société de consommation se développe dans les villes chinoises, avec l'apparition de rues commerçantes aux enseignes souvent étrangères, de vastes centres commerciaux intra-urbains, de chaînes de supermarchés et d'hypermarchés relevant de grands distributeurs mondiaux comme Carrefour. Aujourd'hui, une large part de la société urbaine connaît des modes de vie équivalents à ceux des pays développés et, même si les spécialistes chinois ont du mal à la définir précisément, la classe moyenne chinoise est estimée à environ un cinquième de la population totale.

Les coûts post-réformes

Une telle accélération dans les mutations sociales a aussi ses parts d'ombre, qui sont en général bien connues : aggravation des disparités régionales en termes de développement, augmentation des inégalités sociales, décrochage des villes par rapport aux campagnes, très forte imbrication du politico-administratif et de l'économique qui mène à des logiques d'injustice, de violence et de corruption, dégradations environnementales au nom d'un développement à tout prix.

Les inégalités régionales se maintiennent en termes relatifs, malgré un essor global du pays. La lecture de l'espace chinois en « trois Chine » (le littoral, l'intérieur et l'Ouest), qui remonte à plus de vingt ans, reste malheureusement d'actualité. Sur 14 % du territoire chinois, les municipalités, les provinces et région autonome de la façade littorale concentraient 44 % de la population totale, 60 % du PIB chinois, 85 % des investissements des entreprises étrangères implantées en Chine et 92 % des exportations en 2009 (*Zhongguo tongji nianjian*, 2010). Les chiffres correspondants à l'intérieur étaient respectivement 30 %, 45 %, 32 %, 13 % et 7 %, ceux de l'Ouest 56 %, 11 %, 7 %, 2 % et 1,7 %. Un tel déséquilibre montre à quel point le littoral concentre le développement chinois et confisque à lui l'essentiel de l'ouverture. L'intérieur chinois reste un foyer de production important, et connaît même de plus en plus des délocalisations chinoises ou étrangères depuis le littoral, comme à Wuhan, Xi'an ou Chongqing, mais il accuse un retard que seul un meilleur désenclavement pourrait aider à combler. Enfin, l'Ouest chinois représente plus de la moitié du territoire de la République populaire, mais ne réalise que 7 % du PIB et moins de 2 % des exportations chinoises.

Face à un tel déséquilibre, les autorités chinoises ont tôt eu l'objectif, sinon de le résoudre, du moins d'accroître les logiques d'intégration territoriale à l'échelle du pays, de créer ou recréer du lien territorial à la fois dans un projet économique de développement intégré des périphéries et suivant une politique d'unité nationale dans un temps d'ouverture

frontalière. Le grand projet des années 1990 a bien sûr été celui de l'aménagement du bassin du Yangzi, avec comme projet phare la construction du barrage des Trois Gorges. Celui-ci avait un triple objectif : régulariser le débit annuel du fleuve pour éviter – ou limiter – les crues en aval ; produire de l'électricité pour les provinces intérieures et orientales ; et surtout permettre à des navires de fort tonnage d'accéder à Chongqing et au bassin du Sichuan, et ainsi de diffuser le développement à l'intérieur des terres du pays (Sanjuan et Béreau, 2001). Parallèlement, une imposante politique de construction d'autoroutes à travers le pays, associé un essor du nombre des aéroports et du trafic aérien intérieur, a permis de densifier une grille de transports nationale, dont la priorité avait longtemps été la voie ferrée.

Dans les années 2000, l'aménagement du territoire en Chine a connu une nouvelle accélération et de nouveaux projets. Outre une progressive intégration économique de son bassin – et la multiplication des zones économiques au niveau de ses principales villes –, les projets concernant le Yangzi ont été augmentés de la construction de canaux de dérivation d'une partie des eaux fluviales vers le nord de la Chine, pour répondre au manque d'eau de la région de Pékin notamment, en raison d'une augmentation de la consommation hydrique (industrialisation, urbanisation, extension des superficies agricoles consacrées au maïs) et d'une surexploitation des nappes phréatiques locales (Bravard, 2001). Ces canaux, pour les deux principaux, partent l'un du réservoir de Danjiangkou, en amont d'un affluent du Yangzi, l'autre du delta du même fleuve et empruntent l'itinéraire de l'ancien Canal impérial.

Le principal projet d'aménagement lancé en 2000 a été celui du développement de l'Ouest chinois, qui comprend les franges occidentales de la Chine des Han et les territoires proprement occidentaux et de peuplement initialement non han. Si l'État central annonce une aide multiforme (infrastructures, protection de l'environnement restructuration industrielle, éducation et transferts technologiques), son action porte essentiellement sur les équipements de transports : autoroutes, voies ferrées – dont la fameuse liaison Pékin-Lhassa en 48 heures – et aéroports. Il s'agit ainsi de désenclaver les provinces intérieures et d'intégrer plus nettement des régions frontalières où les mécontentements populaires s'accroissent devant une occupation han toujours plus prédatrice économiquement, notamment au Xinjiang. Dans les faits, la politique de développement de l'Ouest favorise surtout l'ouest de la Chine historique, avec pour pôles principaux Xi'an, capitale du Shaanxi, et Chongqing, et secondairement Chengdu ou Kunming. La situation du Xinjiang se singularise dans la mesure où la région autonome représente des enjeux non seulement économiques par ses ressources naturelles mais aussi de géopolitique interne avec la nécessité de répondre aux revendications autonomistes (révoltes à Yining en 1997) et aux réclamations de justice (Urumqi en 2008) des populations ouïgoures, et de géopolitique externe par sa situation en Asie centrale et l'accès qu'elle offre à Pékin au pétrole du Moyen-Orient.

Les projets actuels, en dehors d'une lutte contre les pollutions industrielles et urbaines en constante aggravation malgré les mesures prises par les autorités chinoises, portent sur une nouvelle densification des réseaux, à travers des trains à grande vitesse tant à l'échelle des relations entre métropoles d'une même conurbation en devenir comme celui qui relie Pékin à Tianjin en 30 minutes, qu'à l'échelle régionale comme celui qui relie depuis juin 2011 Pékin à Shanghai en moins de cinq heures. Les difficultés rencontrées par le TGV chinois, avec notamment le dramatique accident survenu en juillet 2011 à Wenzhou, n'ont probablement que retardé l'essor de ces nouvelles liaisons, déterminantes pour l'activité économique et touristique.

Plus significatifs sont certainement les mécontentements, manifestations et oppositions liés aux aménagements en cours en Chine. Qu'il s'agisse de paysans spoliés de leurs terres, de propriétaires de logements à proximité d'un projet de train rapide qui risque de dévaloriser leur investissement comme ce fut le cas le long de l'axe Shanghai-Hangzhou, de populations locales dénonçant l'incurie des cadres dans la construction des bâtiments scolaires après le

séisme du Sichuan en 2008, ou de familles des victimes d'une collision de trains comme en juillet 2011, les pouvoirs en place, de l'État central aux cadres locaux, doivent négocier avec des populations aux intérêts toujours plus divers et dont les revendications s'expriment avec plus de détermination qu'hier. Internet joue, dans ce domaine, un rôle crucial, permettant des forums de discussions que le régime communiste peut infiltrer mais avec plus de difficultés complètement contrôler.

La Chine de demain est probablement celle de ces classes moyennes, urbaines, propriétaires de leur logement – voire d'une automobile –, éduquées, et qui profitent de la société de consommation et d'un fort développement du tourisme au sein du pays et à l'étranger. Elle est aussi une puissance, qui, par son poids économique et son intégration aux institutions internationales, participe aux nouveaux bouleversements d'un monde post-bipolaire. L'un des signes majeurs tient aussi dans l'interdépendance croissante de son économie avec l'économie mondiale et avant tout américaine : la crise de la dette américaine à l'été 2011 l'a bien montré, malgré l'arrogance affichée alors par les officiels chinois vis-à-vis de Washington. Désormais, les sorts sont liés, et les défis intérieurs chinois sont devenus pour partie les nôtres.

La Chine pays émergent ? Certainement, mais elle est aussi un pays où les écarts de revenus et d'intégration au marché restent les signes d'un pays en développement, avec un grand nombre de laissés-pour-compte : les retraités, les populations licenciées des anciennes entreprises publiques, les jeunes en demande d'emplois, les paysans des campagnes reculées, les populations minoritaires et marginalisées, les populations migrantes et émigrantes. Ces contradictions tiennent aussi aux constantes d'une réalité chinoise (immensité, structuration étatique, territoire-mosaïque) qui doivent nous faire changer de cadres de référence et de grilles d'analyse pour mieux la comprendre – aujourd'hui comme demain.

Références bibliographiques

Jean-Paul BRAVARD, « Un enjeu hydropolitique et environnemental majeur pour la Chine : le transfert Sud-Nord », *Hérodote*, 2001, n° 102, pp. 57-71.

Jean-Pierre CABESTAN, *La politique internationale de la Chine*, Paris, SciencesPo, 2010, 460 pages.

Thierry SANJUAN, *À l'Ombre de Hong Kong, le delta de la rivière des Perles*, Paris, L'Harmattan, 1997, 313 pages.

Thierry SANJUAN et Rémi BERAU, « Le barrage des Trois Gorges : entre pouvoir d'État, gigantisme technique et incidences régionales », *Hérodote*, 2001, n° 102, pp. 19-56.

Thierry SANJUAN et Pierre TROLLIET, *La Chine et le monde chinois. Une géopolitique des territoires*, Paris, Armand Colin, 2010, 384 pages.

Zhongguo tongji nianjian [Annuaire statistique de la Chine], Pékin, Bureau des statistiques de Chine, 2010, 1 032 pages.